



Le bazar aux Beaux-Arts !

Paris, le 20 avril 2026

1. Une maquette pédagogique tournée vers le passé

Le Conseil pédagogique a validé un renforcement des enseignements théoriques sous forme de cours magistraux, notamment en histoire de l'art, et la suppression de divers séminaires qui dispensaient des enseignements thématiques sur le féminisme, l'écologie, les technologies très prisés des étudiant·es. Cette décision conduit au non-renouvellement des enseignant·es de ces séminaires présent·es dans l'établissement depuis de nombreuses années et éloigne l'école des enjeux de la société actuelle, l'enfermant dans une approche tournée vers le passé au détriment de la créativité et de l'expérimentation.

2. Le patrimonial avant tout, les personnels débordés

Le projet stratégique 2026-2032 accorde une place prépondérante aux collections patrimoniales dans la maquette pédagogique. Or le service, sous dimensionné, doit faire face à des injonctions contradictoires : l'accélération des déménagements des collections vers des réserves extérieures en raison des travaux à venir, le maintien d'expositions temporaires ainsi qu'un projet d'expositions permanentes dans un espace dédié et la participation aux enseignements théoriques de l'école. Cette pression sur les équipes n'est pas soutenable.

3. Les enseignant·es de pratiques amateur·es sous-payé·es

Depuis près d'un an, la CGT a [alerté](#) la direction de l'école sur la situation des enseignant·es de la NABA (Nouvelle académie des Beaux-Arts) en charge des cours de pratiques d'amateur·es. Dix enseignant·es en CDI ayant pour certain·es plus de 20 ans d'ancienneté sont rémunéré·es sur taux horaire. La CGT revendique avec elles et eux la mise en place d'une grille indiciaire comme c'est le cas pour les autres enseignant·es contractuel·les des écoles d'art permettant la prise en compte de l'ancienneté et l'accès aux rémunérations accessoires (indemnité de résidence, remboursement des transports, supplément familial...).

Les négociations avec la direction sont au point mort car pour la direction la NABA n'est rentable qu'avec des travailleur·euses pauvres.

4. L'urgence bâtiminaire

La situation du Palais des études et du site de Saint-Germain des Prés dans son ensemble, est particulièrement préoccupante, sans annonce officielle du ministère sur un calendrier des travaux ni sur le budget nécessaire pour les entreprendre. Les

personnels et étudiant·es sont particulièrement inquiet·es et sans perspectives d'autant que le directeur multiplie les annonces, ajoutant au stress ambiant.

5. Relations tendues avec les communautés de l'école

Les projets pédagogiques et la communication autoritaire de la nouvelle direction déstabilise la communauté étudiante qui ne trouve pas d'espace de dialogue et manifeste ses désaccords avec les moyens qui sont les siens : manifestations dans le jardin de la direction, journal étudiant, affiches...

Deux étudiant·es ont été convoqué·es en [conseil de discipline](#) le 15 avril pour avoir pris part à des dégradations sur le patrimoine (« collage d'affiches non autorisées », mise en peinture d'un escalier aux couleurs du drapeau palestinien).

Le directeur revendiquant une méthode de management verticale, il malmène également les enseignant·es, ne tolérant aucune remise en cause de ses décisions dans des relations de subordination complexes.

Les représentant·es des personnels ne sont pas mieux traité·es : caricature et déformation systématique des propos, accusations de propager de fausses informations, brutalité verbale...

L'ENSBA n'est pas une caserne !

Le débat et la confrontation d'idées sont au cœur même de la création artistique. Ils doivent être respectés, au même titre que la démocratie sociale !